

ARRÊTÉ N° PREF-SAPPIE-BE-2022-0488

du **21 NOV. 2022**

**portant exécution de travaux d'office sur le site anciennement exploité par la société
ACIER POLI sur le territoire de la commune de SAINT-JULIEN-DU-SAULT**

Le préfet de l'Yonne,

VU le Code de l'environnement, notamment les dispositions des articles L.171-8, L.511-1 et R.512-39-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2543 du 19 septembre 1977 autorisant la société ACIER POLI à Saint-Julien-du-Sault : à procéder à l'exploitation de son usine dans cette commune ainsi qu'à l'installation d'une nouvelle presse ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCLAE.B1.90-025 du 28 février 1990 autorisant Monsieur le Directeur de la société ACIER POLI à exploiter une nouvelle chaîne de traitement de surface sur le territoire de la commune de Saint-Julien-du-Sault ;

VU le jugement du 22 mars 2011 du Tribunal de commerce de Sens prononçant la liquidation judiciaire de la société ACIER POLI, située sur la commune de Saint-Julien-du-Sault et désignant Maître François CARLO liquidateur de ladite société ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-SEE-2013-0118 du 15 avril 2013 mettant en demeure Maître François CARLO, agissant en qualité de mandataire judiciaire de la société ACIER POLI, de respecter ses obligations en matière de cessation d'activité de l'établissement situé sur la commune de Saint-Julien-du-Sault ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-SEE-2013-0374 du 23 septembre 2013 obligeant Maître François CARLO, liquidateur, agissant en qualité de mandataire judiciaire de la société ACIER POLI sise à Saint-Julien-du-Sault à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au coût des travaux à réaliser pour se conformer à l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2013-0118 du 15 avril 2013 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-SEE-2014-0301 du 19 août 2014 imposant à Maître François CARLO, représentant légal de la société ACIER POLI, située sur le territoire de la commune de Saint-Julien-du-Sault de mettre en sécurité le site et de respecter les mesures nécessaires pour prévenir des dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique et l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2019-0010 du 14 janvier 2019 encadrant des travaux de mise en sécurité des boues et des eaux des bassins de décantation du site ACIER POLI sur le territoire de la commune de Saint-Julien-du-Sault ;

VU le courrier du 2 mars 2021 par lequel Maître François CARLO indique que la liquidation judiciaire ne dispose plus de fonds pour compléter les travaux de mise en sécurité du site ;

VU la circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée – chaîne de responsabilités – défaillance des responsables ;

VU le rapport amendé de l'Agence de la transition écologique (ADEME) « ACIER POLI à Saint-Julien-du-Sault (89) - Restitution des Conditions Techniques et Financières - Édition du 26 novembre 2021 » transmis à l'inspection des installations classées par courriel électronique du 26 juin 2022 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 2 août 2022 ;

VU la lettre du 15 septembre 2022 par laquelle le directeur général de la prévention des risques du ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires donne son accord pour charger l'ADEME de l'exécution de travaux d'office sur le site de la société ACIER POLI à Saint-Julien-du-Sault ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées du 19 octobre 2022 transmettant le projet d'arrêté préfectoral d'exécution de travaux d'office à Maître François CARLO ;

VU l'absence de réponse de Maître François CARLO, agissant en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société ACIER POLI, à la transmission du projet d'arrêté préfectoral d'exécution de travaux d'office ;

VU le plan annexé au présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les procédures engagées à l'encontre du responsable du site n'ont jusqu'alors pas permis d'aboutir à la mise en sécurité complète du site ;

CONSIDÉRANT la nécessité de procéder à la mise en sécurité du site ;

CONSIDÉRANT au regard de la méthodologie de caractérisation de la menace développée par l'ADEME et la Direction générale de la prévention des risques (DGPR) au sein du ministère en charge de l'écologie que le site présente un niveau de menace fort sur l'environnement et/ou les personnes au regard des risques forts d'impact en cas de dispersion et de déversement de déchets dangereux ou de pollution au droit du site ;

CONSIDÉRANT les risques pour l'environnement et les eaux souterraines et, d'une manière plus générale, pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que Maître François CARLO agissant en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société ACIER POLI, a été préalablement informé de la mise en œuvre de la procédure d'exécution de travaux d'office et a été en mesure de présenter ses observations.

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de l'Yonne,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

Il sera procédé, aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site, à l'exécution des opérations suivantes :

1. Évacuation et élimination des déchets dangereux présents sur le site comprenant notamment :
 - 1.1 Une caractérisation des eaux et des sédiments / boues présents dans les bassins B1 à B5, F1, F2 localisés sur le plan annexé au présent arrêté ainsi qu'une caractérisation des eaux conditionnées dans les GRV présents sur le site afin de conforter les filières de traitement associées et les volumes présents.
 - 1.2 L'évacuation et l'élimination des eaux conditionnées dans les GRV stockées sur le site ainsi que les déchets dangereux dispersés sur le site.

1.3 La gestion des eaux et des sédiments / boues des bassins susmentionnés. Le choix du mode de gestion (prétraitement éventuel sur le site puis évacuation en filière agréée ou encore maintien en place) sera déterminé à l'issue de la phase de caractérisation (cf. 1.1).

1.4 La sécurisation des bassins.

1.5 La recherche, la vidange et l'inertage des deux cuves de fuel du site.

2. Caractérisation de l'environnement hors site et sur site en vue d'évaluer la présence d'une pollution potentielle et de ses impacts dans l'environnement proche (habitations) comprenant la réalisation de deux campagnes de mesures des gaz de sol, de la qualité des eaux souterraines ainsi que des eaux superficielles et des sédiments du ruisseau d'Ocques. Une recherche, *a minima*, sur les paramètres hydrocarbures totaux (C10-C40, TPH C5-C16 et C5-C40), HAP, Éléments Traces Métalliques (ETM), cyanures, COHV et BTEX sera menée eu égard aux milieux à investiguer.

À l'issue des opérations ou travaux susmentionnés, un rapport de synthèse est adressé au préfet de l'Yonne et au service de l'inspection des installations classées présentant les opérations réalisées ainsi que les propositions de mesures de gestion complémentaires qui s'avèreraient nécessaires à l'issue des opérations, accompagnées d'un chiffrage des besoins financiers.

ARTICLE 2

L'Agence de la transition écologique (ADEME) est chargée d'exécuter, ou de faire exécuter, les évaluations et les travaux édictés à l'article 1 du présent arrêté.

À cet effet, toutes précautions doivent être prises pour que les travaux ne soient pas sources de danger ou de gêne pour le voisinage et l'environnement.

ARTICLE 3 – INFORMATIONS PERIODIQUES

L'ADEME devra tenir informés le préfet de l'Yonne et l'inspection des installations classées, de l'avancement des travaux et des opérations réalisées en application de l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 4 - PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Yonne.

Il sera également affiché pendant un mois en mairie par les soins du Maire de la commune de Saint-Julien-du-Sault.

ARTICLE 5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Dijon (21000) sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

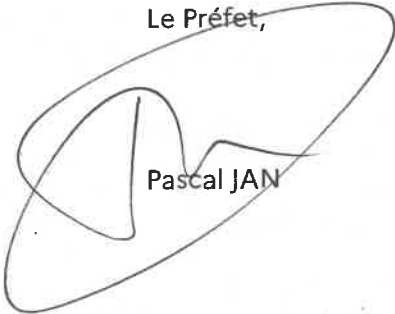
ARTICLE 6 - EXÉCUTION ET DIFFUSION

Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'ADEME ainsi qu'à Maître François CARLO et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de Sens,
- Monsieur le Maire de Saint-Julien-du-Sault,
- Monsieur le Colonel, commandant le Groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours de l'Yonne,
- Monsieur le Chef du Service interministériel de défense et de protection civile de la préfecture,
- Madame la Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à AUXERRE, le

21 NOV. 2022

Le Préfet,

Pascal JAN

Annexe à l'arrêté préfectoral d'exécution de travaux d'office

Localisation des bassins

